



REGROUPEMENT des ORGANISMES de SAUVEGARDE de l'OISE

Association Loi de 1901 N°6149 – Beauvais le 16-12-75 (J.O. du 22-01-76)
Agréée au titre de la protection de l'environnement dans le cadre du Département
de l'Oise par arrêté préfectoral du 7 juin 2006
Courrier au Président : D. Malé
86, rue de la Libération 60530 Le Mesnil en Thelle. Tél. 03 44 74 93 50

Verneuil en Halatte, le 16 octobre 2019

Objet : Avis SRADDET

Avis transmis le 16 octobre 2019 sur <https://www.registredemat.fr/sraddethautsdefrance-enquetepublique/documents>

Madame la commissaire enquêtrice et Messieurs les commissaires enquêteurs,

Une remarque préalable : nous nous réjouissons de la *DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2019/1118 DE LA COMMISSION* du 27 juin 2019 relative notamment au projet transfrontalier Seine-Escaut <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32019D1118&from=FR>

qui reprend dans son calendrier d'exécution pour les actions concernant l'Oise :

c) Oise, de Conflans-Sainte-Honorine à Compiègne: mise au gabarit CEMT Vb et amélioration des conditions de navigation d'ici à décembre 2028 — mise au gabarit CEMT Vb de l'Oise (projet MAGEO: restauration des berges et piles de pont entre Creil et Compiègne, dragage, création du quai de Venette) d'ici à juin 2027, — reconstruction du pont de Mours d'ici à décembre 2025, — mise en place du contrôle à distance des écluses et des barrages d'ici à décembre 2028; d) canal Seine-Nord Europe, de Compiègne à Aubencheul-au-Bac: construction et mise en service, au gabarit CEMT Vb et permettant le passage de bateaux transportant des conteneurs empilés sur trois niveaux d'ici à décembre 2028 1) secteur 1 de Compiègne à Passel, comprenant la construction de l'écluse de Montmacq: — planification de l'aménagement du territoire d'ici à septembre 2020, — autorisation environnementale unique d'ici à septembre 2020, — début des travaux principaux d'ici à octobre 2020, — achèvement des travaux d'ici à décembre 2026, — mise en service d'ici à juin 2027;

Pour la portion française, le caractère opérationnel du tronçon n'existera pas au mieux avant 2029.

Nous rappelons cependant que, depuis plus de 10 ans, l'avis du ROSO est plus que réservé sur le projet de Canal Seine Nord Europe.

L'avis sur le SRADDET est défavorable d'abord car nous considérons :

- que la décision politique du 27 juin 2019 Ue 2019/1118 n'est pas prise en considération dans le SRADDET (et pour cause, compte tenu de la date d'arrêt du projet de SRADDET),
- que le manque d'eau actuel dans le département de l'Oise n'est pas pris en considération (demandes d'eau pour l'irrigation non complètement satisfaite) ; le pompage dans l'Oise dans le département de l'Oise pour alimenter le canal représente 20 millions de m³ par an et la retenue de Louette (14 millions de m³) ne peut qu'aggraver le manque d'eau dans le département de l'Oise. De plus, nous croyons avoir compris que l'Oise aussi bien que le canal est globalement alimenté par les nappes sous-jacentes : il faudra prévoir un plan d'équipement en barges porte-conteneurs qui ne conduisent pas à renforcer la pollution des nappes.



REGROUPEMENT des ORGANISMES de SAUVEGARDE de l'OISE

Association Loi de 1901 N°6149 – Beauvais le 16-12-75 (J.O. du 22-01-76)
Agréée au titre de la protection de l'environnement dans le cadre du Département
de l'Oise par arrêté préfectoral du 7 juin 2006
Courrier au Président : D. Malé
86, rue de la Libération 60530 Le Mesnil en Thelle. Tél. 03 44 74 93 50

Notre avis défavorable au SRADDET, s'appuie aussi sur l'analyse des documents en ligne sur le site <https://www.registredemat.fr/sraddethautsdefrance-enquetepublique/documents>

Sur la base de l'examen des documents du projet de SRADDET, nous retenons les raisons suivantes :

- 1° Une raison qui n'est pas que formelle, à savoir une difficile liaison entre les objectifs et les règles,
- 2° Une insuffisante prise de position pour du prescriptif dans le SRADDET et un manque de cartes concernant divers aspects environnementaux, par exemple ceux établis dans le cadre du SRCE Picardie,
- 3° Une règle purement technocratique, détachée de toute analyse de terrain et renvoyant à des prescriptions dans les SCOT, PLUI,
- 4° Une insuffisante prise en compte de la ressource en eau et des zones humides,
- 5° Une insuffisante prise en compte des continuités forestières et des atteintes à celles-ci dans le non respect des biocorridors reconnus,
- 6° Une prévision de consommation excessive d'espace notamment par la logistique, les transports et les grands projets,

Une insuffisante considération des flux de marchandises à réorienter sur l'axe Seine Escaut avec l'implantation des plateformes logistiques, (Hub logistique et canal Seine-Nord) . Les études économiques qui permettraient de justifier les choix et le retour à l'utilisation du transport fluvial sur la liaison à grand gabarit Seine-Escaut sont peu justifiées ; de plus, le « saucissonnage par sections et par diverses commissions thématiques » du projet CSNE et l'absence de considération de MAGEO rendent le projet Hub logistique et canal Seine-Nord peu viable au sens du développement durable. L'absence d'évaluation financière des équipements non pris en compte par le CSNE, tels que ports, voies d'accès, plateformes multi-modales, installations industrielles diverses rendra le canal peu attractif,

7° La liaison TER Picardie-Roissy : l'acceptation tacite du report à une date inconnue est une grande erreur car cette liaison est indispensable pour désengorger le réseau routier vers Paris et le réseau ferroviaire vers Paris-Nord.

8° Non prise en considération des projets de développement économiques structurants et inscrits dans les SCOT ,

9° Quid de l'avenir de l'aéroport de Beauvais ?

10° La transformation du département de l'Oise en réservoir à déchets

Les points 2°, 3°, 4°, 5° et 6° et 10° sont développés ci-après en considérant essentiellement l'Oise, rejoignent en général l'avis du CESER et l'avis de l'Autorité environnementale, alors qu'on ignore à ce stade les réponses faites aux recommandations émises par cette autorité.



REGROUPEMENT des ORGANISMES de SAUVEGARDE de l'OISE

Association Loi de 1901 N°6149 – Beauvais le 16-12-75 (J.O. du 22-01-76)
Agréée au titre de la protection de l'environnement dans le cadre du Département
de l'Oise par arrêté préfectoral du 7 juin 2006
Courrier au Président : D. Malé
86, rue de la Libération 60530 Le Mesnil en Thelle. Tél. 03 44 74 93 50

2°) une insuffisante prise de position pour du prescriptif dans le SRADDET et un manque de cartes concernant divers aspects environnementaux, par exemple ceux établis dans le cadre du SRCE Picardie

Nous ne pouvons accepter la réponse actuelle du conseil régional aux remarques du Ceser aussi bien qu'aux recommandations 2019-59 de l'Autorité environnementale (Ae) au nom de l'application du principe de subsidiarité. Un tel principe est bafoué à la base quand on sait que la territorialisation n'est quasiment pas faite ; dans l'Oise est-ce du à l'influence de féodalités non-coopératrices (voir aussi notre remarque 3°)

3°) Une règle purement technocratique, détachée de toute analyse de terrain maintenant dans l'Oise des féodalités au lieu de s'appuyer sur les regroupements tels SCOT, PLUI.

En page 15 de l'Ae, il est affirmé :

« La territorialisation de l'analyse n'est quasiment pas faite, ce qui ne permet pas d'envisager, de façon efficace, celle des objectifs et des règles. »

La page 41 affirme cependant « 2.1 - Une ossature régionale affirmée » dans les règles [file:///D:/Users/Domicile/Downloads/Pi%C3%A8ce_9-Fascicule_des_r%C3%A8gles_g%C3%A9n%C3%A9rales%20\(9\).pdf](file:///D:/Users/Domicile/Downloads/Pi%C3%A8ce_9-Fascicule_des_r%C3%A8gles_g%C3%A9n%C3%A9rales%20(9).pdf) :

Règle générale 13 (GEE-CAE) Les SCoT / PLU / PLUI et les chartes de PNR organisent une armature territoriale cohérente avec l'ossature régionale du SRADDET »

Nous partageons totalement l'analyse du CESER :

« Le SRADDET s'est focalisé sur une structuration régionale bâtie sur deux pôles d'envergure régionale, et des pôles intermédiaires concentrant au moins « 23 équipements de type supérieur ou 18 de type intermédiaire », à partir desquelles s'articule le réseau des diverses communes périphériques des grandes agglomérations, sans préciser ce qui est contenu dans les notions d'équipements supérieur ou intermédiaire, ni les raisons du choix du nombre d'équipements. Des communes semblent avoir été oubliées dans cette structuration (Comme Vervins, sous-préfecture, Villers-Cotterêts avec 11 000 habitants, La Capelle, etc.) Ce modèle administratif de structuration hiérarchique reste très théorique et bâti sur des critères attachés au nombre d'habitants et à la concentration d'activités économiques existantes. L'apparent réseau (métropoles, villes moyennes et villages) ainsi proposé se voit plutôt imposer des liens de proximité dépourvus de sens, visant la coopération et la mutualisation des services offerts à tous les habitants. Pour le CESER, la réalité est autrement constituée. En effet, c'est par une identité territoriale à laquelle les habitants (jeunes ou âgés) adhèrent que se constitue une solidarité locale. L'énoncé théorique de cette structuration « administrative » ou gestionnaire du territoire ne facilite pas la nécessaire adhésion des communes à un projet de territoire adapté à ses besoins. »

Nous complétons pour l'Oise, sans forcément être exhaustif :

Parmi les pôles d'envergure régionale, il est tout à fait incongru que des communes importantes au moins sur le plan économique et faisant partie d'une structure de communautés de commune ne soient citées nulle part : Verneuil (sur SCOT CCPOH, mais surtout ZAC Alata commune avec la Communauté agglo Creil),



REGROUPEMENT des ORGANISMES de SAUVEGARDE de l'OISE

Association Loi de 1901 N°6149 – Beauvais le 16-12-75 (J.O. du 22-01-76)
Agréée au titre de la protection de l'environnement dans le cadre du Département
de l'Oise par arrêté préfectoral du 7 juin 2006
Courrier au Président : D. Malé
86, rue de la Libération 60530 Le Mesnil en Thelle. Tél. 03 44 74 93 50

Villers Saint Paul avec une plateforme chimique et le seul incinérateur du département (SCOT Grand Creillois), Pontpoint (sur SCOT CCPOH et contigüe à Pont), La Croix st Ouen et Choisy au Bac (sur CA Compiègne et contigüe à cette ville), Laigneville (sur SCOT Grand Creillois et contigüe à Nogent sur Oise), Allonne et Therdonne (sur CA Beauvais), Chamant (Senlis Sud Oise). Longueil Ste Marie,(pôle logistique multimodal, devrait être mentionné dans le pôle régional Compiègne).

Pour les communes de Verneuil, Laigneville et Lacroix St Ouen, le fait d'être soumis à des pénalités pour non atteinte d'un quota de logements sociaux sur la base de la proximité d'une agglomération importante (respectivement Creil pour les deux premières et Compiègne pour la troisième) montre à l'évidence leur intégration dans une intercommunalité.

Parmi les Pôles intermédiaires, on ne trouve, ni Amblainville (CC des Sablons), ni Coye, (aire Cantilienne), ni Orry la Ville, (Aire Cantilienne), ni la Chapelle en Serval (Aire Cantilienne) ; par contre Estrées St Denis, Verberie, (maintenant CA Compiègne), Grandvilliers figurent dans ces pôles,

Saint Maximin (SCOT du Grand Creillois) ne doit pas figurer en pôle intermédiaire mais dans le pôle régional Creil.

Le classement actuel repose sur une base INSEE, mais on peut s'interroger sur sa pertinence autant économique que sociale et environnementale.

Il faut revoir totalement le classement des pôles pour insister sur SCOT et PLUI ; nous soutenons la proposition de rédaction du CESER de la règle 13 (voir page 37) :

« - Proposition de rédaction - Règle générale 13 (GEE-CAE) - p.37 Les SCOT/PLUI/PLU et les chartes de PNR organisent une armature territoriale cohérente avec l'ossature régionale du SRADDET capable de rendre les communes d'un même territoire solidaires à partir d'une articulation de moyens.

Et sa mesure d'accompagnement

Mesure d'accompagnement de la règle n°13 Le CESER préconise d'identifier, à l'instar d'autres régions, en cohérence avec les territoires voisins, les équipements touristiques, culturels et sportifs contribuant au rayonnement des territoires, en développer une accessibilité multimodale et un aménagement qualitatif. »

4°) Ressources en eau et zones humides

Le rapport environnemental <https://www.registredemat.fr/sraddethautsdefrance-enquetepublique/documents> mentionne bien en page 87 :

« Le principal enjeu relatif à l'eau sur la région Hauts-de-France est lié à la vulnérabilité des milieux aquatiques causée notamment par la forte concentration de population sur de nombreuses zones et la présence de certaines activités économiques (industries, agriculture) responsables de la dégradation de la qualité des eaux souterraines et superficielles. Cette pollution caractérisée par la présence de nitrates et/ou de pesticides impacte les écosystèmes et représente un risque sanitaire pour la population. »

Et en page 105:



REGROUPEMENT des ORGANISMES de SAUVEGARDE de l'OISE

Association Loi de 1901 N°6149 – Beauvais le 16-12-75 (J.O. du 22-01-76)
Agréée au titre de la protection de l'environnement dans le cadre du Département
de l'Oise par arrêté préfectoral du 7 juin 2006
Courrier au Président : D. Malé
86, rue de la Libération 60530 Le Mesnil en Thelle. Tél. 03 44 74 93 50

« Malgré l'amélioration des traitements mis en place sur les sites industriels et l'amélioration des pratiques agricoles, l'évolution tendancielle de la pollution de l'eau est jugée donc plutôt défavorable à l'horizon 2030. »

En page 197, nous ne partageons pas l'affirmation :

« En termes d'objectifs de réduction des pollutions sur l'environnement, on peut notamment souligner que le Schéma contribue à l'atteinte des objectifs : ... De la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (reconquête de la qualité écologique des cours d'eau et lutte contre les pollutions diffuses...) en limitant les rejets et les pollutions potentielles. »

Nous constatons que la qualité de l'eau devient de plus en plus douteuse dans l'Oise avec les rejets constants des stations d'épurations, les nanoparticules, les perturbateurs endocriniens, les ruissellements sur des terres enrichies par les boues d'origines diverses dont on ne tient pas compte des effets cumulés.

Quid pour le retour à une eau de meilleure qualité, à des rivières subissant moins les rejets des stations d'épuration et aux pollutions diffuses venant du milieu industriel et des pratiques agricoles.

Pour les zones humides, si on peut considérer pour l'Oise que l'inventaire est satisfaisant pour les territoires couverts par des SAGE actifs, il en va différemment pour de nombreux territoires où les SAGE sont en émergence. Cet inventaire doit être poursuivi d'urgence en lien avec les projets de développements économiques et de logements.

Nous souhaitons (page 21) voir réétudier

« la Règle générale 4 (BIO) : Les SCoT prennent en compte les évolutions des emprises du Canal du Nord (évolution vers des usages agricoles, industriels, de loisirs ou autres). En cas de renaturation, les emprises du Canal du Nord peuvent être inscrites aux trames vertes et bleues des SCoT pour contribuer aux objectifs régionaux de restauration de la biodiversité. »

Et son Contenu actuel (page 22) :

« Après la mise en service du Canal Seine-Nord Europe, il est envisagé que la majorité des emprises du Canal du Nord soient désaffectées et éventuellement comblées par les déblais du chantier. Les collectivités territoriales irriguées par le Canal du Nord, en concertation avec VNF son gestionnaire et l'État son actuel propriétaire, sont invitées à réfléchir au devenir des emprises concernées, afin d'anticiper la formation de friches. Les réflexions devront intégrer le maintien de certaines fonctionnalités hydrauliques assurées par le Canal du Nord, et la création de fonctionnalités nouvelles, comme celles de corridors écologiques. Elles seront retranscrites dans les documents d'urbanisme concernés. »

De plus, pour que la règle générale 15 puisse s'appliquer sans contestation, il est indispensable, qu'au moins dans les zones d'emprise mentionnées plus haut, les zones humides actuelles aient été définies scientifiquement . Ce devrait être une action prioritaire des SAGE concernés.

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec l'avis du CESER :



REGROUPEMENT des ORGANISMES de SAUVEGARDE de l'OISE

Association Loi de 1901 N°6149 – Beauvais le 16-12-75 (J.O. du 22-01-76)
Agréée au titre de la protection de l'environnement dans le cadre du Département
de l'Oise par arrêté préfectoral du 7 juin 2006
Courrier au Président : D. Malé
86, rue de la Libération 60530 Le Mesnil en Thelle. Tél. 03 44 74 93 50

« 3.2.3. Une mobilisation générale pour préserver et sauvegarder les zones humides : terres d'eau, terres d'avenir. La richesse de ces milieux de transition, qui sont autant de leviers primordiaux dans la lutte contre les changements climatiques, doit nous inciter à agir de façon urgente pour éviter leur dégradation voire leur disparition programmée. Ne pas prendre en compte les zones humides, c'est provoquer des désordres hydrauliques. »

Nous soulignons aussi qu'apparemment la renaturation du canal du Nord n'est pas réellement prise en compte, même si un vœu pieux existe dans la règle 4 (voir plus haut) :

« En cas de renaturation, les emprises du Canal du Nord peuvent être inscrites aux trames vertes et bleues des SCoT pour contribuer aux objectifs régionaux de restauration de la biodiversité. »

En conclusion, l'EAU n'est pas traitée en tant que domaine spécifique, mais plutôt comme un domaine transversal qui devra s'accommoder de toutes les conditions de traitement, de gestion, d'utilisation et que l'on protège aléatoirement en qualité et quantité sans avoir la rigueur extrême que demande son implication dans tous les domaines : Alimentation en eau potable, agriculture, industrie, transport, énergie, stations d'épuration productrices de boues impactant les sols ou elles seront épandues...il n'y aura pas non plus de restauration de la biodiversité sans une protection des zones humides et des milieux aquatiques.

Comme le CESER, nous affirmons que l'eau est un enjeu de premier plan (page 33) qui nécessite un objectif à part entière avec des règles spécifiques.

5 °) Une insuffisante prise en compte des continuités forestières et des atteintes à celles-ci dans le non respect des biocorridors reconnus

Quant aux corridors écologiques il serait indispensable que soient retenues des données pertinentes comme celles fournies par l'étude AMBE http://www.trameverteetbleue.fr/sites/default/files/references_bibliographiques/etude_venerie_tvb_sudpicardie.pdf, à compléter pour ce qui n'a pas été examiné). Il est aussi indispensable de prendre en compte l'ensemble forestier de Saint Germain à Saint Gobain comme un seul écosystème forestier de plaine, sans doute l'un des plus grands en Europe tempérée (600 km², 100 km de long), de surcroît appartenant essentiellement à la puissance publique. D'où le niveau d'importance Nationale – Internationale de cet écosystème.

Cet écosystème souffre de discontinuités majeures (niveau de la RD 1330, bois du Roi, ...).

La règle 5 BIO est à territorialiser. Elle devrait aussi être encore plus prescriptive et s'étendre à toute l'emprise de la liaison Seine-Escaut. Il est actuellement seulement indiqué :

« Les travaux de l'Observatoire de l'environnement du CSNE identifieront les objets à traiter (par exemple : traitement paysager des lisières du CSNE situées à l'extérieur des emprises du projet, prise en compte de la biodiversité dans l'aménagement des plateformes multimodales...) ainsi que les outils et démarches à mettre en œuvre. »

Ce qui suit doit devenir une prescription :

« Les collectivités situées le long du CSNE pourront élaborer et mettre en œuvre des plans de paysage. Ces plans de paysage en complément des mesures déjà prévues par le maître d'ouvrage du CSNE, s'attacheront



REGROUPEMENT des ORGANISMES de SAUVEGARDE de l'OISE

Association Loi de 1901 N°6149 – Beauvais le 16-12-75 (J.O. du 22-01-76)
Agréée au titre de la protection de l'environnement dans le cadre du Département
de l'Oise par arrêté préfectoral du 7 juin 2006
Courrier au Président : D. Malé
86, rue de la Libération 60530 Le Mesnil en Thelle. Tél. 03 44 74 93 50

en particulier à : • atténuer la perception de l'infrastructure au voisinage des zones habitées ; • formuler des orientations afin que les dépôts de déblais du projet contribuent autant que possible à l'insertion de l'infrastructure fluviale en respect des grandes structures paysagères (modélé) et au maintien de la vocation agricole des emprises concernées ; • l'évolution des structures paysagères dans le périmètre des aménagements fonciers du CSNE ; • préciser les évolutions paysagères du Canal du Nord et de ses espaces attenants. »

De plus, cette prescription doit aussi viser l'emprise MAGEO.

Remarque : L'observatoire mentionné plus haut doit être étendu à l'ensemble Seine-Escaut.

6° Une prévision de consommation excessive d'espace notamment par la logistique, les transports et les grands projets

Globalement, on assiste dans l'Oise à un développement sans planification des plateformes logistiques. avec la consommation de terres agricoles alors que de nombreuses friches industrielles sont disponibles. Etendue aux Hauts de France (les autres départements sont très certainement concernés), une règle prescriptive et territorialisée doit concerner ce point dans le SRADDET, notamment sur un aspect fiscal.

Nous avons noté dans le projet de SRADDET pour la règle 14 :

« le chiffre (de consommation foncière) n'intègre pas le foncier nécessaire pour la réalisation des grands projets régionaux que sont : le CSNE, le réseau express Grand Lille, les aménagements liés au barreau ferroviaire Roissy-Picardie, les zones de stationnement directement liées aux conséquences du Brexit à proximité des zones portuaires, ainsi que les projets de développement économiques structurants et inscrits dans les SCoT »

Dans l'avis de Ae en page 19, il est précisé :

« Compte tenu des informations recueillies par les rapporteurs lors de leur visite, cette exclusion annule la portée de la règle, les surfaces déjà prévues dans les SCoT approuvés débouchent très probablement d'ores et déjà une consommation supérieure à 750 ha/an, voire supérieure au rythme actuel ce qui n'apparaît pas compatible avec les objectifs définis à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme. »

De plus, l'absence de prise en compte d'une éventuelle directive régionale d'aménagement pour le CSNE (cf. § 3.2.3) accroît cette incompatibilité.

Nous ne pouvons accepter que la consommation de terrains pour divers projets ne soit pas prise en compte dans le contenu de la règle 14 qui indique :

« Les SCoT traduisent l'objectif régional de réduction du rythme d'artificialisation défini par le SRADDET en déterminant au sein de leur périmètre un objectif chiffré de réduction de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. »

Le contenu est le suivant :



REGROUPEMENT des ORGANISMES de SAUVEGARDE de l'OISE

Association Loi de 1901 N°6149 – Beauvais le 16-12-75 (J.O. du 22-01-76)
Agréée au titre de la protection de l'environnement dans le cadre du Département
de l'Oise par arrêté préfectoral du 7 juin 2006
Courrier au Président : D. Malé
86, rue de la Libération 60530 Le Mesnil en Thelle. Tél. 03 44 74 93 50

« Entre 2003 et 2012, 15 490 ha de surfaces agricoles, naturelles et forestières ont été artificialisées à l'échelle des Hauts-de-France, soit un rythme d'artificialisation d'environ 1 500 ha/an. Le SRADDET fixe comme objectif une réduction de la consommation de ces surfaces et vise : - à l'horizon 2030 : une division par 2 de la dynamique d'artificialisation des sols observée entre 2003 et 2012, soit un rythme annualisé d'artificialisation régionale de 750 ha/an ; - à l'horizon 2050 : une division par 3 de la dynamique d'artificialisation des sols observée entre 2003 et 2012, soit un rythme annualisé d'artificialisation régionale de 500 ha/an. Ce chiffre n'intègre pas le foncier nécessaire pour la réalisation des grands projets régionaux que sont : le Canal Seine Nord Europe, le Réseau express Grand Lille, les aménagements liés au barreau ferroviaire Picardie-Roissy, les zones de stationnement directement liées aux conséquences du BREXIT à proximité des zones portuaires, ainsi que les projets de développement économique structurants inscrits dans les SCoT. Cet objectif étant défini à l'échelle régionale, il est à décliner à l'échelle de chaque SCoT. »

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec l'affirmation dans le résumé non technique [file:///D:/Users/Domicile/Downloads/Pi%C3%A8ce_7-R%C3%A9sum%C3%A9_non_technique_du_projet_de_SRADDET%20\(1\).pdf](file:///D:/Users/Domicile/Downloads/Pi%C3%A8ce_7-R%C3%A9sum%C3%A9_non_technique_du_projet_de_SRADDET%20(1).pdf) en page 31:

« Le « hub logistique » ne sera créateur d'emplois que si les entreprises l'utilisent pleinement. En particulier, il est donc nécessaire que les activités économiques le long du réseau fluvial à grand gabarit utilisent la voie d'eau. »

Le schéma de la page 22 du résumé non technique [file:///D:/Users/Domicile/Downloads/Pi%C3%A8ce_7-R%C3%A9sum%C3%A9_non_technique_du_projet_de_SRADDET%20\(1\).pdf](file:///D:/Users/Domicile/Downloads/Pi%C3%A8ce_7-R%C3%A9sum%C3%A9_non_technique_du_projet_de_SRADDET%20(1).pdf) ne met en évidence que le canal Seine-Nord, maillon discontinu s'arrêtant à Compiègne puisque qu'on ne parle pas de MAGEO dans les documents. Le SRADDET doit rentrer dans l'optique liaison Seine-Escaut pour que l'affirmation précédente soit une réalité.

Nous ne pouvons que souscrire à la mesure d'accompagnement de la règle générale 19, mais qui va la porter et pour quelle échéance de mise en place :

« Mesures d'accompagnement : un schéma régional de la logistique permettra d'identifier les sites prioritaires en région pour le développement des activités logistiques. L'établissement public foncier territorialement concerné pourra contribuer à la mise en œuvre de cette règle en accompagnant ou en portant l'élaboration d'une stratégie foncière. »

Il serait indispensable de prendre en considération la proposition du CESER de faire une étude stratégique sur l'évolution des flux de marchandises, ceci en lien avec un schéma régional de la logistique.

Plus globalement, nous rejoignons la position du MRES en page 4 https://mres-asso.org/IMG/pdf/sraddet_avis_interassociatif_mres_240919.pdf concernant le Développement de la région en tant que hub logistique (routes, fret ferroviaire et aérien, canal seine-nord) :

« Ce développement est fait au profit des échanges internationaux sans questionnement sur la relocalisation des activités de productions manufacturées et agricoles, l'empreinte carbone régionale ni sur les conditions de production environnementales et sociales des biens importés et de leur transport. Aucun objectif de report modal n'est fixé pour les modes polluants qui affectent la qualité de l'air. Résumé non



REGROUPEMENT des ORGANISMES de SAUVEGARDE de l'OISE

Association Loi de 1901 N°6149 – Beauvais le 16-12-75 (J.O. du 22-01-76)
Agréée au titre de la protection de l'environnement dans le cadre du Département
de l'Oise par arrêté préfectoral du 7 juin 2006
Courrier au Président : D. Malé
86, rue de la Libération 60530 Le Mesnil en Thelle. Tél. 03 44 74 93 50

technique, page 14 et 15 : Parti pris 1, une ouverture maîtrisée, une région mieux connectée : "Faire le choix de l'ouverture, c'est favoriser la création d'emplois en tirant parti des influences (Royaume-Uni, Belgique, Ile-de France...)..." ; "Le parti pris 1 de l'ouverture a de fait trois incidences majeures dont le développement des mobilités (routières) et des flux de marchandises, lié au positionnement géographique des Hauts-de-France et au développement des relations transfrontalières et interrégionales."

10° La transformation du département de l'Oise en réservoir à déchets

Le principe de l'économie circulaire veut que l'on produise le moins possible de déchets et qu'ils soient traités ou retraités là où ils sont produits.

De ce fait, chaque projet d'aménagement doit inclure dans son impact environnemental le traitement des déchets qu'il produit.

Ainsi, les décideurs des opérations d'aménagement extérieur à la région Haut de France doivent trouver sur leur propre territoire, les solutions aux déchets générés par les opérations qu'ils ont décidées de faire. Cela relève du principe de responsabilité lié aux politiques de développement durable.

Le sud de l'Oise mérite un autre projet que celui de devenir le réservoir des déchets de l'Ile de France.

Il faut refuser une logique d'exportation de la pollution par les autres régions.

Je vous prie d'agréer, Madame la commissaire enquêtrice et Messieurs les commissaires enquêteurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Jean-Philippe Pineau

Vice-Président Infrastructures, Risques technologiques, Développement Durable

32 ter rue Pasteur

60550 Verneuil en Halatte

03 44 25 37 53

06 21 69 06 09

pineau.jean-philippe@neuf.fr